

A COMMISSION EUROPEENNE DEMANDE AUX ETATS-MEMBRES DE REPENSER LEUR FISCALITE

Article de Anna McLaughlin dans le EUROPEAN VOICE du 21 octobre 2005

« Les gouvernements de l'UE **devraient repenser leurs systèmes fiscaux de manière à relancer la compétitivité économique** » déclarera la Commission européenne en ouverture d'un sommet informel jeudi prochain (27 octobre).

Le sommet débattrà de la manière pour l'Europe de défendre ses acquis sociaux face à la globalisation.

La Commission prévient que les citoyens européens devront **travailler plus longtemps** et contribuer davantage au financement de leurs pensions s'ils souhaitent préserver le modèle social de l'Europe et éviter la pauvreté.

Mais elle rappelle que les gouvernements doivent éviter le protectionnisme et baser la sécurité de l'emploi **sur le développement des savoir-faire** et non la protection des secteurs industriels.

Dans sa contribution, qui sera discutée par le Collège des commissaires à ce jour (20/10), le président BARROSO affirme que la globalisation pourrait augmenter les revenus annuels de 2500 €par citoyen européen.

Mais il avertit que les défis à venir « ne pourront être surmontés que si les performances économiques et le modèle social européen peuvent - comme par le passé – être réconciliés et mutuellement stimulés ».

La Commission recommande que les ministres des Finances **déplacent les charges fiscales du travail vers la consommation ou la consommation dans l'espoir d'aider à la création d'emplois.**

Elle reconnaît que **l'essentiel des politiques fiscales repose sur les gouvernements nationaux** mais elle ajoute que la fixation des taxes « est un élément crucial de l'équation de durabilité que l'UE doit aborder ».

La Commission soutient qu' « **une approche mieux coordonnée à l'échelle de l'UE pourrait améliorer de manière significative l'efficacité des systèmes fiscaux** ». Un « niveau insuffisant de coordination et d'assistance mutuelle les expose à **la double non-taxation, l'évasion fiscale et la fraude** » dit l'article, ce qui à son tour conduit à une diminution des recettes et des revenus à redistribuer via les systèmes sociaux.

La Commission accuse les Etats membres d'augmenter la charge fiscale réelle sur le travail depuis 1970, alors que les taxes sur le capital et la consommation sont restées stables. **Cet alourdissement a dissuadé la création d'emploi**, dit l'article.

« En dépit du consensus politique sur le besoin de réduire les charges fiscales sur le travail, cela n'a pas conduit à des réductions significatives ces dernières années », dit-il.

Bien qu'il ne mentionne pas que certains nouveaux Etats membres ont adopté un système fiscal plat, l'article suggère « *des règles fiscales plus simples et uniformes* » pour les échanges trans-frontaliers.

Comme il sera difficile d'augmenter les taux de cotisation de pension, « l'allongement de la durée de vie est la clé » pour le maintien des systèmes de pension, dit-il, ajoutant que les pensions d'état devront être réduites.

Mais les gouvernements doivent aussi aider les citoyens en freinant les mouvements protectionnistes, dit l'article.

« De nouvelles approches de la 'sécurité' devraient s'orienter sur **l'éducation** des gens à une **capacité d'adaptation** tout au long de leur vie professionnelle **plutôt que sur la protection d'emplois spécifiques** ».

La Commission annonce qu'elle va mettre sur pied un « fond d'ajustement de la globalisation » pour venir en aide à ceux qui sont affectés par son impact.

Le Président du Parti Socialiste Européen (PSE) Poul Nyrup RASMUSSEN **se réjouit de l'initiative** mais critique le manque d'accent sur l'investissement.

« C'est la même pensée démodée selon laquelle les réformes apporteront la croissance », dit-il.

« Mais si on impose des réformes sans cibler la croissance les gens ne suivent pas. Nous avons besoin **d'une politique d'investissement offensive dans l'éducation et les marchés du travail en Europe** ».